

Jean Launay

« Pour une Europe, plus sociale »

Jean Launay, député (P.S.) prône une Europe sociale, non plus seulement de la contrainte, mais de la « régulation » de l'économie. Et le député du Lot espère bien que ces élections vont peser sur les politiques nationales, de manière à infléchir le cours des choses...

Quel est votre sentiment par rapport à ce scrutin, qui ne semble pas susciter l'enthousiasme des foules ?

C'est souvent le cas, pour ce type de scrutin. Mais il ne faut pas oublier que ces élections se dérouleront en même temps dans 27 pays. Observons que ceux qui en étaient éloignés, veulent rejoindre l'Europe à présent. C'est le cas de l'Islande. Ce pays était hors Europe, dévasté par la crise financière. Et la Gauche a été élue en demandant à entrer dans l'Europe et dans la zone euro. C'est un signe politique marquant une prise de conscience que si les Gouvernements de gauche peuvent mieux réguler l'Europe, la situation sera moins difficile.

Et l'enjeu est bien à ce niveau : savoir, au-delà de la situation particulière de la France, quelle force on veut donner à l'Europe, pour un pouvoir plus grand de son Parlement, par rapport à celui de la Commission.

Faudrait-il une évolution vers « plus » d'Europe ou « moins » d'Europe, selon vous ?

Nous avons besoin de « mieux » d'Europe et que celle-ci soit beaucoup plus régulatrice qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il faut sortir du sentiment que l'Europe représenterait la contrainte pour les citoyens et introduire la régulation dans la machine économique et financière.

Ce qui s'est passé au plan financier, impose une Europe qui soit beaucoup régulatrice qu'elle ne l'a été jusqu'ici sur l'économie. Je souhaite une aspiration partagée à la régulation, qui obligera les politiques nationales à tenir compte de cette évolution. D'où l'importance du vote socialiste pour aller en ce sens.

En fait, vous appelez de vos vœux une Europe qui soit plus sociale qu'elle ne l'est aujourd'hui ?

Oui. J'ai plusieurs fois signé des appels pour une Europe sociale, pour une véritable prise en compte de la crise financière, économique, sociale et environnementale. À mon sens, nous ne mesurons pas suffisamment la raréfaction des ressources naturelles, la diminution du pétrole et les impacts concernant le changement climatique.